

Memorial - biographie de René POINTURIER Alias Raoul PÉRÉS

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial
29 octobre 2021

Né le 14 juin 1901 à Honfleur (Calvados) de Jean, Joseph, Ernest Pointurier et de Marie, Françoise Vernier Epouse: Alice Victoria... Profession: officier d'active Décédé le 15 juin 1944 à Mauthausen

Réseaux C.D.M. (R4), S.S.M.F./T.R. -Groupe MorhangeAgent P2

Après avoir fait la guerre de 39-40 dans l'artillerie,René Pointurier est entré volontairement au C.D.M. le 1er octobre 1941.

Puis il fait partie des premiers éléments d'un groupe créé par Marcel Taillandier dès la fin de 1942. Ce groupe est destiné à la lutte contre les services de renseignements ennemis et la Gestapo. Au début de 1943 Taillandier se fixe à Toulouse.

Pierre Saint-Laurens raconte que ce dernier prend alors "comme couverture la gérance du bar "Frascati", un petit café situé au milieu des allées Jean Jaurès. Au centre de la ville, ce bar devient le lieu de réunion et le P.C. du C.D.M. et du groupe de résistants dont Marcel prend la tête, sous le pseudonyme de Ricardo. Ayant l'oreille de la Gendarmerie, et après avoir mis au pas ceux qui ne sont pas trop francs du collier, il entreprend de pénétrer la Police. En même temps, il pose des jalons pour cacher des gens, et leur faire traverser les Pyrénées."

Mais, à partir de mars 1943, les Allemands, bien renseignés, passent à l'attaque. S'ensuit une série d'arrestations et l'affaire Frascati. Le 24 juin, à l'appel de Taillandier, rapporte Gilbert Gardiol, celui-ci se rend avec Pointurier et Candau au café Frascati, "pour une réunion de travail. Sur délation, une souricière est tendue par le chef de la Gestapo, le sinistre Muller. Taillandier réussit à s'enfuir par la toiture de l'immeuble, Pointurier, Candau, Gardiol et Lily (la compagne de Taillandier) sont arrêtés." Les trois hommes seront déportés, seul Gardiol reviendra. Lily, libérée, ne partira pas en Allemagne.

Au Bureau Résistance, l'arrestation de René Pointurier est datéedu 26 juin 1943, il est déporté le 6 avril 1944 et trouve la mort à Mauthausen le 15 juin 1944.

Déclaré "Mort pour la France", lieutenant-colonel, il recevra la Croix de Guerre avec palme et la Médaille de la Résistance avec rosette.

*

Citation: "Est entré volontairement au C.D.M., faisant sans la moindre hésitation le sacrifice d'un poste avantageux. Technicien remarquable, animé d'une foi patriotique ardente, s'est

donné corps et âme à sa mission. N'a cessé de rendre les services les plus précieux et les plus loyaux, tant par sa valeur technique que par ses qualités de caractère et de coeur. Bien que se sachant compromis par de multiples démarches personnelles effectuées à l'occasion de son service dans tous les milieux, est resté à son poste, ne prenant nul souci de sa sécurité. "

Références:

Archives du Bureau "Résistance"; Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°3, p.9; "

Conte de faits, de Pierre Saint Laurens.;

"Le 2e Bureau sous l'Occupation" de Philip John Stead (Ed. Fayard, 1966);

mairie de Honfleur (Calvados)

Memorial - biographie de Henry, René PLAYOULT

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial

29 octobre 2021

Né le 30 juillet 1918 à Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) de Fernand, Camille, René Playoult et de Juliette, Marguerite Pierre Célibataire Décédé le 20 octobre 1942 à Troyes (Aube)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., S.R. Kléber (Uranus)Agent P2

Henry Playoult, dont le père était directeur du Comptoir national d'escompte à Thonon-les-Bains au moment de sa naissance, a 22 ans quand il s'engage dans le S.R. Kléber le 1er janvier 1942.

Il est arrêté le 26 août 1942 et fusillé le 20 octobre 1942 à Troyes.

"Agent remarquable. Arrêté et sauvagement torturé, n'a jamais rien révélé." C'est en ces termes que, déclaré "Mort pour la France", il sera proposé pour une nomination dans l'ordre de la Légion d'Honneur et pour l'attribution de la Croix de Guerre. Il recevra la Médaille de la Résistance.

Références: Archives du Bureau "Résistance"; Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°13, p.4; mairie de

Memorial - biographie de Dimitri de ZOUBALOFF

Category: Affaire Amiral Darlan,Archives du site,Biographies,Biographies memorial,Général Louis Rivet
29 octobre 2021

Né le 7 novembre 1901 à Tiflis (Géorgie) de Georges de Zoubaloff et de Julie Djakeli Epouse: Andrée, Madeleine Charbonnier Décédé le 12 novembre 1942 à Issy les Moulinaux

Réseau: S.S.M.F./T.R. Agent P2

D'origine russe, naturalisé français, Dimitri de Zoubaloff habite Paris. Après avoir fait la guerre 39-40, il s'engage dans les Services spéciaux dès le 15 mars 1940. Il fera partie des Travaux Ruraux (poste 112 bis, Limoges).

Une note des Archives Nationales dit qu'il travaille avec un transporteur déménageur de Paris, M. Germain. Arrêté le 29 juillet 1941, à son domicile, 34 rue Vineuse, il est relâché le 23 septembre . De nouveau arrêté le 2 mars 1942, il est interné à Fresnes.

Paul Paillole rapporte un entretien avec Johanès à cette époque, au cours duquel celui-ci lui annonce: "- Maurice Martineau, Dimitri de Zoubaloff, Fabienne Courtaud, Jeanne Jeunet ont été condamnés à mort le 29 août par le tribunal militaire de Paris.

Je reste silencieux, accablé.

- Il faut tout faire pour tenter de les sauver! Peut-être une évasion?

- Je ferai savoir aux autorités allemandes que s'ils sont exécutés , nous userons à notre tour de représailles. Je verrai Rivet pour qu'il saisisse Darlan, Laval et s'il le faut le Maréchal lui-même.

Les démarches seront faites dès septembre. Elles tomberont dans le vide. Nous apprendrons avec stupéfaction que Martineau, gracié, a été remis en liberté."

Le 12 novembre 1942, Dimitri de Zoubaloff est fusillé à Issy-les-Moulinaux et enterré au cimetière d'Ivry (Cimetière des fusillés).

Déclaré "Mort pour la France", chevalier de la Légion d'Honneur, il recevra la Croix de Guerre et la Médaille de la Résistance.

Références: Archives du Bureau "Résistance"; Archives Nationales (dossier F 60 - 1577); "Services Spéciaux" de Paul Paillote, p.352 et 377; Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°1, p.28

Memorial - biographie de François, Joseph ZIEGLER

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial
29 octobre 2021

Né le 4 octobre 1888 à Chalampé (Haut-Rhin) de Emile Ziegler et de Marie-Antoinette Walter Epouse: Marguerite, Alice Schoch Profession: commercial Décédé le 24 août ou le 10 mai 1944 à Bruchsal (Allemagne,Bade)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., S.R. Kléber (Bruno) Agent P2

Mobilisé en 14-18, François Ziegler avait fait aussi la guerre de 39-40, dans un poste annexe du S.R. français en Suisse, à Bâle. Il était lieutenant.

Quand il entre dans la Résistance, dès le 20 août 1940, il est chef de vente de textiles et père de deux enfants.

Il est arrêté à Neil am Rhein (Bade), à son entrée sur le territoire du Reich pour une mission, le 30 juin 1943. Condamné à mort pour son activité au profit des services français le 10 mai 1944, il est exécuté le 24 août 1944 à Bruchsal (Bade). Son cadavre sera envoyé à un institut d'anatomie.

Déclaré "Mort pour la France", François Ziegler recevra la Médaille Militaire, la Croix de Guerre avec palme et la Médaille de la Résistance.

Memorial - biographie de Marcel WOLFF

Alias LE LOUP

Category: Archives du site
29 octobre 2021

**Né le 10 juillet 1896 à Muttersholtz (Bas-Rhin) de Jean Wolff et de ...
Weil Célibataire Profession: officier d'active Décédé le 3 février 1944 à Drancy
(mention sur l'acte de naissance), à Auschwitz (Bureau Résistance)**

Réseau X : S.S.M.F./T.R., Saturne du S.R. Kléber Agent P2

Le lieutenant Marcel Wolff avait fait la guerre de 14-18 sur le front russe à partir de 1915, puis la guerre de 39-40.

Henri Navarre écrit: "Quelques mois avant la guerre, le capitaine Mauer et le lieutenant Wolff, du poste S.R. de Belfort, furent arrêtés en Suisse. Ils furent libérés au bout de dix jours, aucune preuve valable n'ayant pu être relevée contre eux."

Recruté en juin 1941 par les services spéciaux, Marcel Wolff accomplit de nombreuses missions difficiles, l'une d'elles, particulièrement spectaculaire, le 25 octobre 1943. C'est alors au volant de sa camionnette personnelle qu'il réussit à emporter un important chargement qui vient d'être parachuté (armes, munitions, matériel radio) et à en assurer la distribution.

Son chef de réseau écrira de lui: " Excellent agent de renseignements. Très bon chef de réseau. Intelligent, courageux et très dévoué. A rendu de très grands services".

Arrêté peu après cet exploit, à Lyon, le 19 novembre 1943, il y est interné avant d'être transféré à Drancy et déporté, le 4 février 1944, à Auschwitz, où il disparaît à partir de ce jour.

Marcel Wolff recevra la Croix de Guerre 1939-1945 avec étoile de vermeil.

*

Citation (à l'ordre du corps d'Armée):

"Patriote ardent, dès avril 1941, s'est voué totalement à la cause de la libération de la France. A accompli de nombreuses missions dangereuses. Le 25 octobre 1943, a enlevé avec sa

camionnette personnelle, dans des circonstances particulièrement dangereuses, un fort chargement d'armes, de munitions et matériel radio récemment parachuté, et assuré avec courage et un sang-froid extraordinaire la bonne distribution de ce matériel. Arrêté peu après cet exploit, a payé de sa vie son dévouement à la Patrie."

Références: "Le Service de renseignements 1871-1944" de Henri Navarre, p.65 (Ed. Plon, 1978); Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°13, p.4; mairie de Muttersholtz (Bas-Rhin)

Memorial - biographie de Émile, Louis WILTZ alias VERAC

Category: Archives du site,Biographies,Biographies memorial
29 octobre 2021

Né le 31 janvier 1899 au Caire (Egypte) de Charles, Georges Wiltz et de Héloïse, Louisa Boudon Epouse: Alberta, Maria... Profession: représentant Décédé le 21 janvier 1945 à Blechkamer (Allemagne)

Réseaux: S.S.M.F./T.R., S.R. Kléber (Service Central) Agent P2

Émile Wiltz avait été appelé sous les drapeaux en 1919, dans l'infanterie, et en 1939-40 était au 5e Bureau à l'État-major de l'Armée à Paris.

Très tôt il entre dans la Résistance (20 août 1940) comme secrétaire du capitaine Autrevaux, qui dirige la première annexe du Poste P2 du S.R. Kléber, installée à Paris.

Il est alors représentant, habite avec sa famille à Fontenay-sous-Bois (Seine); sa fille unique, Geneviève, a onze ans.

Arrêté le 19 novembre 1941, il est déporté à Mauthausen et meurt en Allemagne le 21 janvier 1945, à Blechkamer, après plus de trois ans de détention.

Déclaré "Mort pour la France", Émile Wiltz recevra la Médaille de la Résistance.

Références: : "Le Service de renseignements 1871-1944" de Henri Navarre, p.158 (Ed. Plon, 1978); Bulletin de l'A.A.S.S.D.N. n°13, p.4

25 Juin 1940 : Après la défaite, le Serment de BON-ENCONTRE engage les Services à poursuivre la lutte

Category: 1940-1942,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Général Louis Rivet,Serment de Bon-Encontre,Services français
29 octobre 2021



Après le choc de la défaite française, les services spéciaux se recueillent longuement le 25 Juin 1940 autour du monument aux morts de Bon-Encontre. Le colonel Rivet trace le devoir de chacun : poursuivre le combat dans la clandestinité. Tous en font le serment.

Voici ce qu'en a écrit le colonel Paillole (1)

«Rivet nous rejoint le 21 juin vers 20 heures à Bazas. Abattu, il décrit l'atmosphère déprimante de Bordeaux où se sont repliés le Président de la République et le gouvernement

- N'attendez pas plus de quarante-huit heures ici. Les conditions d'armistice seront très dures. Je crains que vous soyez dans la zone que va occuper la Wehrmacht. - S'il n'y a aucune possibilité de nous embarquer à Bordeaux pour gagner l'Afrique, nous essaierons Port-Vendres, Marseille ou Toulon. Sinon nous n'aurons pas d'autre solution que de **poursuivre clandestinement notre combat.**

Le lendemain 22 juin 1940, à 18 heures, l'armistice est signé avec les Allemands. Il sera effectif après la conclusion de l'armistice en cours de discussion avec les Italiens. La clause dissolvant nos services est confirmée. Un silence de mort règne dans notre cantonnement.

Dans un bureau voisin soudain s'élève une voix : « *L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront* » C'est de Gaulle qui de Londres exprime et endurecit notre résolution prise la veille à Bazas : continuer là où nous serons et comme nous pourrons.

- Rejoignez-moi demain au petit séminaire de Bon-Encontre, à la sortie d'Agen vers Moissac, nous enjoint Rivet. Nous arrivons au petit séminaire le 23 juin vers 13 heures. Le 25 juin 1940, l'armistice est signé avec l'Italie. Pétain parle aux Français : le drame est consommé.

Autour du monument aux morts de Bon-Encontre, nous nous recueillons longuement. De sa voix sourde Rivet nous parle. Il trace le devoir de chacun : lutter contre l'envahisseur. Nous en faisons le serment. ... Il faut faire vite. Dans le réfectoire du séminaire de Bon-Encontre, nos visages encore bouleversés par la cérémonie au monument aux morts, traduisent l'humiliation et la révolte.

Rivet reprend la parole. – Notre destin ne s’arrête pas là. Tirée de l’anesthésie par la brutalité du drame, la France perçoit dans sa chute le début d’un règlement de comptes. C’est l’heure du redressement. Un calcul trop savant, l’obsession du schéma **(2)** ou une étourderie inespérée ont laissé au vaincu du moment une portion de territoire, avec l’Afrique française et un noyau d’armée.

A qui fera-t-on croire que cette armée d’armistice se résignera plus docilement à la honte que la Reichswehr en 1918 ? Nous écoutons en silence ces mots qui traduisent ce que nous ressentons.

Rivet poursuit : – Soyez sûrs que cette armée offrira à la dissidence de nos Services de renseignements et de contre-espionnage la couverture et l’appui qu’en d’autres temps la Reichswehr a donné au Nachrichtendienst. Ceux qui comme nous peuvent se battre ne doivent pas attendre. **Notre action doit se poursuivre, invisible et secrète.** Aucune autre attitude n’est concevable.

Quelques semaines plus tard Rivet rassure : “La position de Weygand est claire : **la guerre continue.** L’armistice n’est qu’une suspension d’armes. Il m’a dit textuellement :« Quoi qu’il puisse advenir, la ligne de conduite de vos services, comme celle de l’Armée, implique que l’Allemagne doit être traitée en ennemie et l’Angleterre en alliée. “

Le colonel Schlessler écoute Paillole décrire la retraite française et les méthodes offensives de l’Abwehr.

– C’est nous qui devons faire cela ! Nous avons déclaré la guerre sans savoir ni vouloir la faire. Pour aller au secours de la Pologne, nous sommes restés sur place !

Gravement il ajoute : – Il n’y a plus d’autre solution que de rassembler ce qui nous reste de forces pour les jeter dans la bataille lorsque les Anglais et les Américains seront en état de la déclencher en France. C’est l’idée de Weygand. C’est sans doute celle du Maréchal. Il faut les aider à la mettre en oeuvre....

(1) *SERVICES SPÉCIAUX 1935-1945*

(2) *Une carte circulait en Allemagne en 1939 donnant les limites des débordements hitlériens en Europe. On y voyait figurer la « ligne de démarcation » en France !*

Général Mermet : “La filiation des services spéciaux avec le BCRA gaulliste n’est pas

exclusive”

Category: 1940-1944 : Résistances en France,Affaire Enigma,Affaire Hans Thilo Schmidt,BCRA,Extraits de bulletin,Général François Mermet,Général Louis Rivet,Historique de l'AASSDN,Serment de Bon-Encontre,Source MAD
29 octobre 2021

Interrogé dans Le Point (1) par Jean Guisnel, le général d'armée aérienne François Mermet revient sur l'importance pour le renseignement du serment de Bon-Encontre, le 25 juin 1940. Dernier militaire à avoir dirigé la DGSE, qu'il a quittée en 1989, le général d'armée aérienne François Mermet, né en 1933 et d'une vivacité étonnante, n'a jamais cessé de s'intéresser au monde du renseignement, bien qu'il ne s'exprime pratiquement jamais. Aujourd'hui président de l'Association des anciens des services spéciaux de la défense nationale (AASSDN), il a accepté de contribuer à la mémoire des événements de 1940, qui mettent en avant le rôle essentiel du général de Gaulle.

Dans une interview récente au Figaro, le directeur de la DGSE Bernard Émié avait insisté sur la relation des services modernes avec le BCRA gaulliste. Son lointain prédécesseur rappelle au Point qu'elle n'est pas exclusive et que depuis la France occupée, des centaines de Français réunis dans une structure clandestine ont contribué à la victoire en collaborant efficacement avec l'Intelligence Service. Ils en avaient fait le serment à Bon-Encontre, non loin d'Agen, le 25 juin 1940.

***Le Point* : Quatre-vingts ans après l'appel du 18 Juin, la DGSE célèbre sa filiation avec le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) gaulliste et vante l'esprit de résistance qui doit animer ses recrues d'aujourd'hui.**

Que pensez-vous de ces liens avec l'Histoire de France ?

Général François Mermet : Cette démarche du directeur général de la DGSE, Bernard Émié, est excellente et me semble très positive. Je rappelle néanmoins que la filiation des services spéciaux avec le BCRA n'est pas exclusive. Un très bref rappel historique est nécessaire : le 14 juin, la Wehrmacht entre dans Paris vidée de ses habitants. Le 16, le général de Gaulle est à Londres. Les chefs et les membres des Services de renseignement (SR) militaire français, les seuls existant à l'époque, se replient eux aussi en zone libre avec leurs précieuses archives. Conduits par le capitaine Paul Paillole, les membres du personnel du SR gagnent Bazas, au sud de Bordeaux. Le colonel Louis Rivet, leur chef, les y rejoint le 21 juin. Le lendemain, l'armistice est signé avec les Allemands.

« La clause dissolvant nos services est confirmée. Un silence de mort règne dans notre cantonnement » écrira Paillole dans son ouvrage Services spéciaux 1935-1945 : « Dans un bureau voisin soudain s'élève une voix : L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront... C'est de Gaulle qui, de Londres sur les ondes de la BBC, exprime et endurecit notre résolution prise la veille à Bazas : « continuer le combat, là où nous serons et comme nous pourrons. »

Comment le SR s'organise-t-il au sein de l'armée d'armistice ?

Après avoir ordonné de mettre les archives en lieu sûr, à Brax près de Toulouse, Louis Rivet donne rendez-vous le 25 à ses troupes au séminaire de Bon-Encontre, à la sortie d'Agen. Les officiers et sous-officiers des Services spéciaux militaires, se recueillent devant le monument aux Morts du village. Rivet, s'adresse à eux, témoigne Paillole : « Il trace le devoir de chacun : lutter contre l'envahisseur. Nous en faisons le serment ». Par ce serment historique, nos soldats s'engagent à poursuivre dans la clandestinité une lutte implacable contre les services allemands et italiens. On ne doit surtout pas oublier qu'en 1940, ils peuvent s'enorgueillir d'un bilan qui contribuera, plus tard, à la victoire contre le nazisme.

À quels événements faites-vous ainsi allusion ?

Parmi leurs plus grands faits d'armes, figure le recrutement en 1931 d'Hans Thilo Schmidt, frère d'un général de la Wehrmacht responsable des transmissions. Schmidt fournit, entre autres, les plans de la machine de chiffrement Enigma, au capitaine Gustave Bertrand, excellent cryptologue. Grâce à cela, les services français suivent au jour le jour les communications cryptées allemandes. Mais les machines évoluent et se modernisent. Pour conserver leur avance, le SR français demande au ministère le recrutement de quelques mathématiciens, ce qui leur sera refusé. Le SR se tourne alors vers ses homologues polonais, qui fourniront début 1940 quatre cryptologues de haut niveau. Spécialistes français et polonais s'installent à Uzès et travaillent d'arrachepied, sans les Britanniques, pas alors convaincus par Enigma...

En 1940, nos experts français et polonais embarquent pour l'Angleterre et rejoignent l'équipe de Bletchley Park avec deux machines Enigma. Une alliance tripartite, unique dans les annales des Services, est établie. Elle permet de reconstituer une machine et de procéder au déchiffrement des messages qui se révéleront si précieux lors de la bataille d'Angleterre. Comment ne pas citer également « la source Mad », pour Madeleine Richou(2), qui, grâce à ses liens avec un adjoint de l'amiral Canaris, un Autrichien antinazi, fournira des renseignements d'ordre géopolitique et militaire inappréciables, échappant durant toute la guerre à la capture. Et « la source K », nom de code de l'équipe de l'ingénieur Robert Keller, qui installa une dérivation sur le câble téléphonique Paris-Berlin, permettant de procéder à des interceptions téléphoniques des plus hautes instances allemandes. Dénoncé, il mourut en déportation en 1945.

Le SR établit une relation stable et permanente avec l'Intelligence Service (MI6) britannique. Comment les choses se déroulent-elles ?

À Bon-Encontre, dès le 26 juin, le colonel Rivet met au point un projet de réorganisation du SR entré en résistance. La liaison est rétablie avec Stewart Graham Menzies, patron du MI6 qui avait déjà travaillé avec Rivet et Paillole, puis avec les représentants américains en poste à Vichy et dans d'autres capitales et, plus tard, avec l'OSS, service secret américain créé en 1942.

La lutte se poursuit sous une forme légale, avec la création du Bureau des menées antinationales (BMA).

Parallèlement, une organisation clandestine est mise en place sous la couverture d'une société de « Travaux ruraux », dirigée par le commandant Paillole depuis Marseille. Une idée particulièrement astucieuse, au moment où le régime de Vichy prône le retour à la terre ! Elle permettra d'abriter les archives du service et de recruter des agents - ils étaient 674 en novembre 1942 - qui surveilleront l'implantation des forces ennemies, prépareront des caches

d'armes, des terrains d'atterrissage et des zones de parachutages.

Leurs réseaux sont implantés sur l'ensemble du territoire national. Les résultats obtenus par ce travail obstiné et obscur sont remarquables et reconnus par nos alliés, car ils vont concourir aux succès des débarquements de Normandie et de Provence, ainsi qu'aux opérations en Tunisie puis en Italie. N'oublions pas le sous-marin Casabianca qui a assuré une liaison permanente entre la France occupée et l'état-major de la France combattante à Alger.

Quels seront les effets concrets de ces actions à l'encontre des occupants ?

Beaucoup de nos compatriotes ignorent que, de 1940 à 1942, grâce à ces services secrets, 50 espions allemands ou leurs affidés seront arrêtés, jugés et fusillés et 50 autres neutralisés. Après l'occupation de la zone sud, cette action de recherche des agents et des collaborateurs se poursuivra jusqu'à la Libération. En France occupée, la guerre du renseignement s'est donc poursuivie

dans la clandestinité, le secret, avec son cortège de souffrances, de trahisons et d'atrocités. Sur le mémorial national de l'Amicale des anciens des services spéciaux de la défense nationale, à Ramatuelle, sont gravés en lettres d'or 325 noms des membres de nos Services.

Le 7 mai 1944, le lieutenant-colonel Paillole part en mission secrète pour Londres, où il sera le seul officier français à être associé - sous le sceau du secret - à la préparation du Débarquement de Normandie au SHAEF, le QG des forces alliées en Europe commandé par le général Eisenhower. Devant tant d'abnégation, de sacrifices, de détermination et d'héroïsme dans des circonstances aussi tragiques, nous nous devons de pérenniser cette mémoire très peu connue du serment de Bon-Encontre. Il a toute sa place dans l'histoire de la genèse des services spéciaux modernes.

Vous aimez rappeler le souvenir des Merlinettes. Qui étaient-elles ?

Ces jeunes opératrices radio affectueusement appelées « Merlinettes » sont les membres du Corps féminin des transmissions d'Afrique du Nord, créé en novembre 1942 par le général Lucien Merlin. Recrutées par nos services, entraînées en Afrique du Nord et parfois en Angleterre, parachutées depuis Londres (par l'Intelligence Service) ou Alger (par l'OSS), et qui furent, pour la plupart, trahies, arrêtées, torturées, déportées et finalement exécutées à Ravensbrück. Elles avaient entre 20 et 25 ans. Un jardin du parc Citroën, inauguré en 2015, rappelle le sacrifice de la plus jeune (3). Il faut savoir regarder l'Histoire en face, y compris celles de nos si précieux services spéciaux.

(1) 28 juin 2020, *Le Point.fr*

(2) Marie Gatard, *La source MAD. Services secrets : une Française de l'ombre et un officier de l'armée allemande unis contre le nazisme*, Michalon, 2017. *Mad, une héroïne de l'ombre*, film de Laurent Bergers, scénario de Marie Gatard, Label Image, 2017.

(3) Dominique Camusso et Marie-Antoinette Arrio, *La Vie brisée d'Eugénie Djendi de l'Algérie à Ravensbrück*. *L'Harmattan* 2020.

Bref historique des services français, depuis 1871

Category: 1800-1900,1992-2000,Affaire Amiral Darlan,Affaire Dreyfus,DCRI / DST,Extraits de bulletin,Général Guy Schlessler,Général Louis Rivet,Services français
29 octobre 2021

1871-juin-08

Création au Ministère de la Guerre d'un service chargé de « renseigner sur les desseins et les opérations de l'ennemi ».

En **1872**

Un service Militaire de Contre-espionnage est créé au Ministère de la Guerre.

1876-juin-08

Création de la Section de "Statistiques et de reconnaissances Militaires". avec rattachement au deuxième Bureau de l'armée.

1886-avril-18

Loi pénale sur la répression de l'espionnage. (Général Boulanger).

1887-janvier-01

Instruction relative à l'Organisation du SR en temps de Guerre.

1894-octobre

Affaire Dreyfus. Le capitaine Dreyfus, est victime d'une manipulation montée par un officier du 2ème Bureau dirigé par le colonel Sandherr.

1899-mai-05

Alors que cette affaire divise la France sur les plans politique et militaire, le gouvernement décide de confier le contre-espionnage au ministère de l'Intérieur. Le service de renseignements de l'état-major est supprimé et est créé le Service de surveillance du territoire (SST), rattaché à la Sûreté générale (SG), officiellement chargée de la traque des espions étrangers sur le sol national. Le contre-espionnage est à la charge des commissaires spéciaux de la Sûreté. Une petite section de renseignements est maintenue au sein de l'état-major, mais elle n'a aucune activité en matière de contre-espionnage, celui-ci restant du ressort de la Sûreté.

1899-septembre-15

Dissolution de la Section de statistiques, qui devient une section du deuxième Bureau.

En **1906**

Georges Clemenceau, devient président du Conseil tout en conservant le portefeuille de l'Intérieur. Le commissaire Célestin Hennion est nommé à la tête des brigades mobiles chargées d'enquêter sur les affaires spéciales de police judiciaire et de contre-espionnage. Ces unités sont baptisées « brigades du Tigre », surnom de Clemenceau.

1907-février-02

Le 2ème Bureau de l'état-major redevient opérationnel et récupère une partie des missions de contre-espionnage dont il avait la charge avant l'affaire Dreyfus. Sous la direction du général Charles-Joseph Dupont, le 2ème Bureau travaille avec l'Intérieur, en particulier avec les brigades mobiles du commissaire Hennion (spécialisées dans le contre-espionnage), au sein desquelles ont été intégrés les commissaires des frontières.

1911-août-31

La répression de l'espionnage est confiée au Contrôle général des services de recherche Judiciaire qui supervisait les brigades mobiles.

En **1913**

Reconnaissance officielle d'une mission de contre-espionnage extérieur dévolue aux autorités militaires. La répartition se fait comme suit :

Au Ministre de la Guerre, le contre espionnage extérieur.

Au Ministre de l'intérieur, la surveillance des frontières et la répression .

1915-mai-28

Création d'une Section de Centralisation du Renseignement (SCR), sous l'autorité du Commandant Ladoux. Rattachée au 2ème Bureau de l'état Major, qui centralise les actions des bureaux centraux de renseignement (BCR). L'ensemble sous l'autorité d'un 5ème Bureau.

1917-avril

Passage de la SCR sous l'autorité de la Section de renseignements (SR).

1918-février-12

Un commissariat à la sûreté nationale placé sous l'autorité du président du conseil est chargé de la police criminelle, des renseignements généraux et du contre-espionnage.

On y trouve :

- le SR chargé de la recherche des informations et le SCR chargé de la centralisation du renseignement et du contre-espionnage (deuxième Bureau SR-SCR). Le personnel est formé d'une équipe réduite d'officiers de contre-espionnage spécialisés dépendant du ministère de la guerre, et de policiers chargés de l'arrestation des suspects et des enquêtes judiciaires.

- Une section archives et fichier

- Une section consacrée à la propagande révolutionnaire (PR).

En **1924**

Création de la police de l'Air.

En **1927**

Réglementation de la police de la colombophilie.

1934-janvier-26

Vote de la Loi sur la répression de l'espionnage.

1934-avril-28

Transformation de la Direction Générale de la Sûreté Générale, en Direction Générale de la Sûreté nationale, avec un poste de contrôleur général chargé du contre-espionnage. (ST)

1935-mars-01

Rattachement de la ST à la nouvelle direction de la police du territoire et des étrangers avec des missions de police de l'Air, de TSF et de colombophilie.

1936-juin

Le colonel Louis Rivet remplace le colonel Roux à la tête du Service des renseignements et du Service de centralisation des renseignements (CE) commandé par le commandant Guy Schlessler - Le service est installé au 2 bis avenue de Tourville (Paris).

1937-mars-09

La surveillance du territoire devient un service de police autonome, disposant de moyens propres.

1937-mars-12

Décision n°1800. Définition et constitution de Bureau central de Renseignements (BCR). Création au sein de la SCR d'une section consacrée à la défense préventive .

1939-juillet-29

A l'initiative du Service de renseignement de l'Armée, une charte du contre-espionnage est établie et un décret-loi refond, en un texte unique incorporé dans le Code Pénal (article 75 et suivants), toutes les dispositions antérieures, répressives de 1810, 1886 et 1934.

Puis se produisent la débâcle, l'effondrement de toutes les structures, ce qui conduira les parlementaires à faire appel au Maréchal Pétain, qui demandera l'Armistice.

1940-juin-24

Près d'Agen, dans la cour du Séminaire de Bon-Encontre, le colonel Rivet, le capitaine Paillole et les cadres du contre-espionnage font serment de poursuivre dans la clandestinité la lutte contre les services spéciaux ennemis. Ils bénéficieront de l'appui du général Weygand, pour réaliser les structures adaptées à cette lutte.

Seront ainsi créés: - « L'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.) », avec l'appui du Génie rural, qui sera la couverture du contre-espionnage clandestin offensif et dont la direction est confiée au capitaine Paillole. - Les Bureaux des Menées Antinationales, organisme officiel dont la justification est admise par les autorités allemandes dans la convention d'armistice afin d'assurer la protection de l'Armée d'Armistice. Ce service est en fait la couverture du CE clandestin (T.R.) et lui servira de soutien; ce service sera confié au Lieutenant-colonel d'Alés.

- Parallèlement les cadres du SR prêtent serment le même jour, et le SR Guerre, dirigé par le Lieutenant-colonel Perruche, s'installe à Royat.

- Le SR Air entre aussi en clandestinité sous les ordres du colonel Ronin.

Ainsi, le Service de renseignement « traditionnel » , sous l'impulsion particulière du général Weygand et de son chef , le colonel Rivet, va continuer le combat en changeant de structures, de noms, et de chefs, selon les circonstances; seule sa mission de lutte contre l'occupant ne changera pas.

1940-juillet-01

A Londres, le général De Gaulle nomme le capitaine Dewavrin dit « Passy », chef de son 2ème Bureau, à Duke Street. Cette entité deviendra le Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire en 1942 (BCRAM), puis le Bureau Central de Renseignement et d'Action, le célèbre BCRA, en juillet 1942.

1941-juin-01

La surveillance du territoire est dirigée par le contrôleur général Castaing. Mais la haute direction est confiée par l'Amiral Darlan au capitaine de vaisseau Rollin.

1941-août-18

Création par l'Amiral Darlan du Centre d'Information Gouvernemental (CIG) pour coiffer les activités des trois SR.

1941-septembre-14

L'amiral Darlan et son ministre de l'intérieur Pierre Pucheu redonnent les pouvoirs de police du contre-espionnage aux autorités civiles, affranchissant ainsi la ST de la tutelle des BMA. Le Gouvernement de Vichy va tout faire pour contrôler, limiter et si possible neutraliser l'activité contre-espionnage menée par les « Travaux Ruraux », qui compliquent ses relations avec la puissance occupante.

Le capitaine de vaisseau Rollin emploiera ses commissaires de police « spéciaux » pour contrôler les activités anti-allemandes menées par les T.R. en Zone Libre.

1941-décembre-16

A Londres - Dewavrin (Passy) crée une section de CE, confiée au lieutenant Warin (Wybot) ancien du BMA de Marseille.

1942-janvier-17

A Londres, création du Bureau Central de Renseignement et d'Action Militaire (BCRAM). Il comprend :

- la section action/militaire (R.Lagier, D.Cordier, F.Scamaroni)
- la section renseignement (A.Manue)
- la section documentation et diffusion (DD)
- la section d'études et de coordination (SEC), (créée en mars 1942 M.Duclos).

1942-août-24

Dissolution des BMA et création d'un Service de la Sécurité Militaire (SSM) confié au commandant Paul Paillolle. La direction du T.R. est alors assurée par le capitaine Lafont, alias Verneuil.

1942-novembre-10

A Alger, création de la Direction des Services de Renseignement et de Sécurité Militaire. (DSR-SM).

1943-janvier-04

A Alger, cette création (DSR-SM) devient opérationnelle, sous l'autorité de P. Paillolle.

1943-avril

Intégration de la DSR-SM, dans une Direction des services spéciaux du Général Ronin (DGSS)

avec le BCRA-A.

1943-mai

La SM devient Direction de la Sécurité militaire, (DSM) chargée du contre-espionnage et ayant autorité sur les réseaux TR et SM Précurseurs de France occupée. (la ST lui est aussi rattachée).

1943-septembre-04

A l'initiative du commandant Paul Paillole, création de la Sûreté aux Armées.

1943-novembre-27

Rapprochement politique entre le général de Gaulle et le général Giraud - Décret du comité français de Libération nationale créant une Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS). Dirigée par Jacques Soustelle. C'est la Fusion du BCRA / SR / CE, qui se fera dans la douleur, et amènera la démission du colonel Rivet.

1944-avril-24

Décision n° 8000 du général de Gaulle, consacrant la compétence exclusive du CE à la DSM au sein de la DGSS. Le contre-espionnage ne relève plus de l'autorité militaire, mais via la DGSS, de celle du chef du GPRF. Le commandant Paillole est confirmé dans ses fonctions et ses responsabilités par le général de Gaulle.

Le rôle de la sécurité militaire lors de la libération fut entériné par un protocole d'accord établi entre le commandant Paillole , directeur de la Sécurité Militaire et le 2ème Bureau du haut commandement allié (SHAEF). « Dans les régions libérées, la responsabilité des activités de contre espionnage sera exercée par l'autorité militaire française (SSM) qui reconstitue ses Bureaux de Sécurité Militaire (BSM). Les noyaux de ces bureaux existent déjà dans le service de Sécurité Militaire Précurseur qui a été établi en France (SSMP).

Cet accord avec le Haut commandement allié négocié par Paul Paillole à Londres à la fin d'avril 1944, fut considéré par le Général de Gaulle comme un élément très important pour le rétablissement de la souveraineté française dans les territoires libérés et par conséquent, le renoncement des Américains à l'A.M.G.O.T..

1944-octobre-23

Suppression de la DGSS.

1944-novembre-06

La Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS) , dirigée par Jacques Soustelle devient Direction Générale des Etudes et des Recherches.(DGER).

1944-novembre-16

Création de la Direction de la Surveillance du Territoire (DST) - Roger Wybot.

1944-novembre-17

L'ex DSM est divisée en deux structures différentes.

- La DGER incorpore l'organisation T.R., pour former le noyau de son service de contre-espionnage extérieur (Le colonel Chrétien, puis le lieutenant-colonel Lafont deviendront successivement chefs du service de contre-espionnage de la DGER, puis du SDECE),
- Un nouveau service de sécurité militaire constitué au sein du ministère des Armées regroupant les branches Guerre, Marine et Air, va constituer la sécurité des Forces Armées, le

colonel Labadie devenant le patron de ce nouveau service.

En désaccord avec ce démembrement, (séparation du contre-espionnage offensif du contre-espionnage préventif) estimant qu'il " rompt l'unité du contre-espionnage telle qu'il l'a toujours conçue " le commandant Paul Paillole démissionna de ses fonctions.

1944-novembre-22

Un arrêté D.8017/SN/ST, non publié, définit les attributions de la DST.

1945-avril-19

le colonel Passy reprend le contrôle de la DGER.

Début 1946, Passy réorganise le Service qui devient Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) , appellation qui restera jusqu'en 1982, avec plusieurs Directeurs.

1982-avril-04

le SDECE est remplacé par la nouvelle Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), par décret paru au JO. La direction en est d'abord confiée à Pierre Marion, puis à l'Amiral Lacoste... et ensuite à d'autres Directeurs.

2008-juillet-01

Création de la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI). Décret n° 2008-609. Cette nouvelle Direction regroupe Ex-DST et Ex-DCRG.

[Le Service Action en 1945 dans la jungle du Laos : « Celui qui marche la nuit sans craindre le tigre »](#)

Category: 1945-1954,Asie Pacifique,Extraits de bulletin,Guerre d'Indochine (1946-1954),Services français
29 octobre 2021

En pièce jointe, un article de Jean Deuve sur :

- L'emprise japonaise en Extrême-Orient de 1937 à 1945
- Le Service Action en Indochine en 1945
- L'équipe Sagittaire au Laos
- L'attaque japonaise et la réaction de « Sagittaire »
- Le PC, « le repaire de la montagne de l'Éventail »
- La capitulation japonaise

Officier des troupes de Marine, membre des services spéciaux, Jean Deuve, après la campagne de 40 s'engage en 1943 dans la force 136 (section française), créée par le SOE pour soutenir les mouvements de résistance contre l'expansion japonaise en Asie du Sud-Est. Le SOE doit coordonner toutes les actions de subversion et de sabotage menées contre le Japon.

Au titre du service Action, il est parachuté au Laos en 1945 pour effectuer des missions de guérilla. En 1946, il est nommé chef du service de renseignement des forces françaises du Laos, rattaché aux forces commandées par le Colonel de Crèvecœur.

Après cette expérience, Jean Deuve est nommé directeur général de la Police du Laos puis conseiller du Premier ministre laotien jusqu'en 1964. Puis il est nommé comme chef de poste du SDECE à Tokyo. À son retour, il devient un responsable important du SDECE dans les années 1970-1980, il est témoin incontournable des relations internationales de la guerre froide.